

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31 décembre 2025

ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTURE LAMANO

12 Allée du SOPHORA
44170 NOZAY



ACCIOR SOLIS NANTES
Commissaire aux Comptes

3, rue Edouard Nignon
CS 97216
44372 NANTES Cedex 3

☎ 02.51.13.22.13

✉ www.solisnantes.fr

ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL LAMANO
Exercice clos au 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CENTRE SOCIO CULTUREL LAMANO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENTS DE L'OPINION

• REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

• INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations émises reposent sur l'ensemble des travaux réalisés et sur les éléments d'information obtenus au cours de la mission.

Subventions et financements publics

Nos contrôles ont porté sur le traitement approprié de subventions.
Nous avons également porté une attention particulière au respect du principe de séparation des exercices (produits constatés d'avance et fonds dédiés)

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.
Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe relative à la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, qui décrit les incidences de ce changement de réglementation comptable sur la présentation des comptes annuels.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

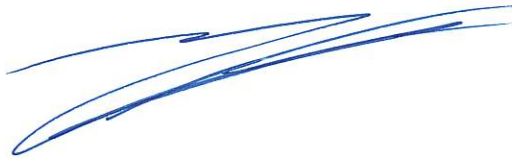
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son

exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

NANTES, le 22/05/2026
Le Commissaire aux Comptes



ACCIOR SOLIS NANTES
Commissaire aux Comptes
Représentée par Mme Cécile ROCHARD

CSC LAMANO - Bilan au 31 décembre 2025

BILAN ACTIF	Brut	31 DÉCEMBRE 2025 Amort. & Dépr.	Net	31 DÉCEMBRE 2024 Net
rais d'établissement	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 218	14 218	-	-
rais de recherche et de développement	-	-	-	-
concessions, brevets et droits assimilés	14 218	14 218	-	-
onds commercial	-	-	-	-
autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	117 696	100 586	17 110	25 462
terrains	-	-	-	-
onstrutions	-	-	-	-
installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-
autres immobilisations corporelles	117 696	100 586	17 110	25 462
mmobilisations en cours	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
articipations et créances rattachées	-	-	-	-
autres immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	131 914	114 804	17 110	25 462
TOKCS	-	-	-	-
atières premières	-	-	-	-
ncours de production de biens	-	-	-	-
ncours de production de services	-	-	-	-
roduits intermédiaires et finis	-	-	-	-
archandises	-	-	-	-
REANCES	165 699	-	165 699	185 939
isagers et comptes rattachés	12 091	-	12 091	17 421
ournisseurs débiteurs	1	-	1	465
ersonnel	-	-	-	22
rganismes sociaux	77	-	77	3 641
tat & Collectivités	145 926	-	145 926	159 922
autres créances	2 999	-	2 999	-
harges constatées d'avance	4 605	-	4 605	4 468
DISPONIBILITES	116 606	-	116 606	76 988
aleurs mobilières de placement	-	-	-	-
isponibilités	116 372	-	116 372	76 406
aisances	234	-	234	582
TOTAL ACTIF	414 219	114 804	299 415	288 389
BILAN PASSIF				
SITUATION NETTE				113 346
Fonds associatifs sans droit de reprise				-
Fonds associatifs avec droit de reprise				-
Ecart de réévaluation				-
Réserves indisponibles				-
Réserves statutaires ou contractuelles				-
Réserves réglementées				-
Autres réserves				-
Report à nouveau créditeur				106 169
Report à nouveau débiteur				-13 590
Résultat de l'exercice				20 766
Autres éléments de la situation nette				-
AUTRES FONDS PROPRES				13 436
Fonds propres consommables				-
Subventions d'investissement				13 436
Provisions réglementées				-
FONDS PROPRES				126 782
FONDS DEDIES				21 948
Fonds reportés liés aux legs ou donations				-
Fonds dédiés				21 948
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				7 776
DETTES				142 910
Emprunts et dettes				-
Découverts				-
Avances et acomptes reçus				45
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				15 927
Dettes auprès des salariés				50 874
Dettes auprès des organismes sociaux				43 731
Dettes fiscales				5 821
Autres dettes				-
Produits constatés d'avance				26 511
TOTAL PASSIF				299 415
TOTAL PASSIF				288 389

CSC LAMANO - Synthèse du compte de résultat au 31 décembre 2025

COMPTE DE RESULTAT	31 DÉCEMBRE 2025	31 DÉCEMBRE 2024	VARIATIONS	VARIATIONS EN %
PRODUITS D'EXPLOITATION	998 247	998 561	-314	0%
Cotisations	9 224	7 106	2 118	30%
Ventes de biens et services	211 330	212 366	-1 036	0%
Ventes de biens	12 355	15 410	-3 055	-20%
Ventes de prestations de services	198 975	196 956	2 019	1%
Produits de tiers financeurs	729 876	724 395	5 481	1%
Concours publics	262 712	254 237	8 474	3%
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation	-	-	-	-
Subventions d'exploitation	466 124	470 158	-4 034	-1%
Ressources liées à la générosité du public	1 040	-	1 040	-
Contributions financières	-	-	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	642	32 970	-32 328	-98%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-	-
Utilisations des fonds dédiés	18 075	10 426	7 650	73%
Autres produits	29 100	11 299	17 802	158%
CHARGES D'EXPLOITATION	978 925	1 032 148	-53 224	-5%
Achats de marchandises	98 248	106 417	-8 169	-8%
Variation de stock	-	-	-	-
Autres achats non stockés	22 340	32 084	-9 744	-30%
Services extérieurs	35 264	32 173	3 091	10%
Autres services extérieurs	60 242	41 911	18 331	44%
Aides financières	-	-	-	-
Impôts et taxes	32 181	34 027	-1 846	-5%
Salaires et traitements	559 992	598 528	-38 536	-6%
Charges sociales	149 812	162 957	-13 145	-8%
Amortissements et provisions	7 898	7 760	138	2%
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-	-	-	-
Reports en fonds dédiés	10 616	15 870	-5 254	-33%
Autres charges	2 332	422	1 911	453%
RESULTAT D'EXPLOITATION	19 322	-33 587	52 910	-158%
Produits financiers	1 463	2 352	-889	-38%
Charges financières	-	15	-15	-100%
RESULTAT FINANCIER	1 463	2 336	-873	-37%
RESULTAT COURANT	20 785	-31 251	52 036	-167%
Produits exceptionnels	-	22 431	-22 431	-100%
Charges exceptionnelles	-	3 107	-3 107	-100%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	19 324	-19 324	-100%
Impôts sur les bénéfices	-19	-18	-1	6%
EXCEDENT (+) / DEFICIT (-)	20 766	-12 132	32 898	-271%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	31 DÉCEMBRE 2025	31 DÉCEMBRE 2024	VARIATIONS	VARIATIONS EN %
Répartition des charges par natures :	60 513	63 679	-3 166	-5%
Secours en nature	-	-	-	-
Mise à disposition de biens	36 428	36 428	-	0%
Prestations	-	-	-	-
Personnel bénévole	24 085	27 251	-3 166	-12%
Répartition des ressources par natures :	60 513	63 679	-3 166	-5%
Bénévolat	-	27 251	-27 251	-100%
Prestations en nature	36 428	36 428	-	0%
Dons en nature	24 085	-	24 085	-
TOTAL DES PRODUITS (y compris contr.)	1 060 223	1 087 023	-26 800	-2%
TOTAL DES CHARGES (y compris contr.)	1 039 457	1 099 155	-59 698	-5%

ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 2025

1 - DESCRIPTION DE L'ENTITE ET DE SES MISSIONS

A - Objet social de l'entité

Notre objet est de développer les solidarités et animer la vie sociale locale.

Notre projet se décline en différents secteurs qui concernent « la vie des gens » : de la petite enfance, aux seniors en passant par l'enfance, la parentalité, la jeunesse, les adultes et la famille, l'écocitoyenneté, la vie associative...

B - Nature et périmètre des missions sociales réalisées

LaMano est une association loi 1901 adhérente à la Fédération nationale et départementale des centres socioculturels et agréée par la Caisse d'allocations familiales. Son action se situe prioritairement en direction des habitants et associations des communes d'Abbaretz, La Grignonnais, Saffré, Treffieux, Puceul, Vay et Nozay.

C - Moyens mis en oeuvre

Activité principale : Centre Socioculturel

Numéro Siret : 78602444800015

Code APE: 9499Z

Statut fiscal : Association non fiscalisée

2 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POST-CLOTURE

sans objet

3- NOTES

Première année d'application de la réforme du Plan Comptable Général et de la modernisation des états financiers.

Correspondants :

BENEVOLES :

Présidence : GUIHO Isabelle

Vice Président : LAGARRE Rémy

Secrétariat : DEPLANO Marlène

Trésorerie : LAUNAY Corinne

SALARIE :

Directrice : LE COSTOEC Valérie

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de l'Association : **CSC LAMANO**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 299 415,47 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 20 766,49
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes et états présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales :

L'annexe des comptes annuels, clos au 31 décembre 2025 est établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers")

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, tel qu'adapté aux personnes morales de droit privé non commerçantes par le règlement ANC n°2023-03, l'association applique pour la première fois, au titre de l'exercice clos le 31/12/2025, les nouvelles dispositions prévues par ce texte.

Cette première application constitue un changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation comptable, appliqué de manière prospective.

Les comptes de l'exercice précédent ont été établis conformément au règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non lucratives.

Les principales incidences de ce changement portent sur la présentation du compte de résultat, notamment :

La suppression de la notion de transferts de charges, désormais présentés en déduction des charges auxquelles ils se rattachent ou dans les rubriques de produits correspondantes ;

La redéfinition du résultat exceptionnel, désormais limité aux événements majeurs et inhabituels ainsi qu'aux écritures comptables à caractère fiscal ;

La présentation du résultat de cession des immobilisations dans le résultat d'exploitation ou financier selon la nature des actifs concernés.

Ces évolutions modifient la présentation de certaines rubriques des comptes annuels sans incidence

Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'association pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---|------------|
| • Mobilier et matériel de restauration: | |
| • Mobilier et matériel administratif: | 3 et 5 ans |
| • Autres immobilisations corporelles | 4 et 8 ans |

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Créances :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont intégrées au résultat par quote-part au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Fiscalité de l'association :

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

Indemnité de fin de carrière :

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) devrait s'élever à 7 776 euros.

Cet engagement fait l'objet d'une provision.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 3,85%
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : Sociaux et socioculturels (Centres) et autres acteurs du lien social (associations)
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2014-2016

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle) : 65 ans
- Progression de salaires : 1% Constant
- Taux de rotation
 - 10 % constant pour la catégorie : Employé administratif (n4ds)
 - 10 % dégressif pour la catégorie : Profession intermédiaire (n4ds)
 - 10 % dégressif jusqu'à 50 ans pour la catégorie : Autres cadres (n4ds)
- Taux de charges sociales patronales
 - 20 % pour la catégorie : Employé administratif (n4ds)
 - 20 % pour la catégorie : Profession intermédiaire (n4ds)
 - 40 % pour la catégorie : Autres cadres (n4ds)

3 - TABLEAU DE VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	31 DÉCEMBRE 2024	+	-	31 DÉCEMBRE 2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 218	-	-	14 218
Frais d'établissement	-			-
Frais de recherche et de développement	-			-
Concessions, brevets et droits assimilés	14 218			14 218
Fonds commercial	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 919	1 005	-2 228	117 696
Terrains	-			-
Constructions	-			-
Installations techniques, matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	118 919	1 005	-2 228	117 696
Immobilisations en cours	-			-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
Participations et créances rattachées	-			-
Autres immobilisations financières	-			-
TOTAL	133 137	1 005	-2 228	131 914

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	31 DÉCEMBRE 2024	+	-	31 DÉCEMBRE 2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 218	-	-	14 218
Frais d'établissement	-			-
Frais de recherche et de développement	-			-
Concessions, brevets et droits assimilés	14 218	-	-	14 218
Fonds commercial	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	93 457	9 356	-2 228	100 586
Terrains	-			-
Constructions	-			-
Installations techniques, matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	93 457	9 356	-2 228	100 586
Immobilisations en cours	-			-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
Participations et créances rattachées	-			-
Autres immobilisations financières	-			-
TOTAL	107 675	9 356	-2 228	114 804

3BIS - TABLEAU DE VARIATIONS DES FONDS ASSOCIATIFS

TABLEAU DES FONDS ASSOCIATIFS	31 DÉCEMBRE 2024	AFFECTATION DU RESULTAT	+	-	31 DÉCEMBRE 2025
Fonds associatifs sans droit de reprise	-				-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau créditeur	106 169				106 169
Report à nouveau débiteur	-			-13 590	-13 590
Résultat libre			20 766	-	20 766
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-				-
Situation nette	106 169	-	20 766	-13 590	113 346
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	19 994			-6 559	13 436
Provisions pour risque et charges	8 418			-642	7 776
TOTAL	134 582	-	20 766	-20 791	134 558

3TER - TABLEAU DE VARIATIONS FONDS DEDIES

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES	31 DÉCEMBRE 2024	+	-	31 DÉCEMBRE 2025
Projet associatif et fonds dédiés				
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	29 408	10 616	-18 075	21 948
Fond dédiés sur dons manuels affectés	-			-
Excédent disponible après affectation au projet associatif	-			-
Reprise des fonds affectés au projet associatif	-			-
TOTAL	29 408	10 616	-18 075	21 948

3QUATER - TABLEAU DE VARIATIONS DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Valeur brute début d'exercice	+	-	Valeur brute fin d'exercice
Subventions d'investissement	53 374	-	-14 500	38 874
	-			-
Quotes-parts de subventions virées au résultat	33 380	6 558	-14 500	25 438
	-			-
Montant des subventions nettes	19 994	-6 558	-	13 436

4 - TABLEAU DE VARIATIONS DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	31 DÉCEMBRE 2024	Utilisations		31 DÉCEMBRE 2025
		+	-	Montant global Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Projet associatif et fonds dédiés				
Subventions d'exploitation :	29 408			21 948 21 948
- Projet : CAF Formation Accompagnement	8 050		-7450	600
-Projet : CAF REAAP	3 788		0	3 788
- Projet : FDVA , formation des bénévoles	1 700		0	1 700
- Projet : CAF FPT Projets Numérique	6 400		-6400	-
- Projet F: CAF FPT Passerelle	3 000		-3000	-
-Projet : CAF FPT Inclusion	5 770		-525,49	5 245
- Projet : FDVA , formation des bénévoles	700		-700	-
- Projet : MSA , Théâtre ne plein air		4 133		4 133
- Projet : CAF REEAP , collectif parents		6 482		6 482
				-
TOTAL	29 408	10 615	-18 075	21 948

4 - RECAPITULATIF DES MONTANTS RECUS DES CONCOURS PUBLICS ET DES SUBVENTIONS

	CONCOURS PUBLICS	SUBVENTION D'EXPLOITATION	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
Département		-	
Conférence des financeurs		10 000	
Etat		5 000	
Communauté de Communes de Nozay		342 305	
Caisse d'allocations familiales	261 442	44 966	
FNP		9 700	
FDVA		800	
FONJEP		10 661	
CARSAT		5 134	
MSA	1 270	23 000	
AG2R		8 000	
TOTAL	262 712	459 566	- -

5 - ETATS DES CREANCES ET DES DETTES - PROVISIONS

PROVISIONS	31 DÉCEMBRE 2024	+	-	31 DÉCEMBRE 2025
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions relatives aux immobilisations	-	-	-	-
Provisions relatives aux stocks	-	-	-	-
Provisions relatives aux autres éléments de l'actif	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
Provision spéciale de réévaluation	-	-	-	-
Plus-values réinvesties	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	8 418	-	-643	7 776
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour IFC retraite	8 418	-	-643	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL	8 418	-	-643	7 776

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres	-	-	-
Créances de l'actif circulant	165 699	165 699	-
Créances usagers et comptes rattachés	12 091	12 091	-
Autres	149 003	149 003	-
Charges constatées d'avance	4 605	4 605	-
TOTAL	165 699	165 699	-
Prêts accordés au cours de l'exercice	-	-	-
Prêts récupérés au cours de l'exercice	-	-	-

ETAT DES DETTES	Montant brut	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Emprunts et dettes	-	-	-
Découverts	-	-	-
Avances et acomptes reçus	45	45	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 927	15 927	-
Dettes auprès des salariés	50 874	50 874	-
Dettes auprès des organismes sociaux	43 731	43 731	-
Dettes fiscales	5 821	5 821	-
Autres dettes	-	-	-
Produits constatés d'avance	26 511	26 511	-
TOTAL	142 910	142 910	-
Prêts accordés au cours de l'exercice	-	-	-
Prêts récupérés au cours de l'exercice	-	-	-

6 - ETATS DES REGULARISATIONS & CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

ETAT DES CHARGES A PAYER	Montant brut
Usagers - avoirs à établir	-
Fournisseurs - factures non parvenues	6 010
Personnel - charges à payer	50 874
Charges sociales - charges à payer	19 771
Etat - charges à payer	-
Autres - charges à payer	-
TOTAL	76 655

ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR	Montant brut
Usagers - Factures à établir	-
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	-
Personnel - produits à recevoir	-
Charges sociales - produits à recevoir	77
Etat - produits à recevoir	-
Autres - produits à recevoir	-
TOTAL	77

ETAT DES CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS	CHARGES	PRODUITS
Pénalités et amendes	-	-
Autres charges exceptionnelles de gestion	-	-
Charges sur exercices antérieurs	-	-
Valeurs comptables des éléments cédés	-	-
Dotations aux amortissements et dépréciations	-	-
Libéralités (don reçu)	-	-
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits sur exercices antérieurs	-	-
Produits des cessions d'éléments d'actif	-	-
Quote part de subventions virée au résultat	-	-
Reprise d'amortissements et dépréciations	-	-
TOTAL	-	-

TRANSFERTS DE CHARGES	Montant brut
	-
	-
	-
TOTAL	-

7 - REMUNERATIONS DES 3 PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-486 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement collectif, nous vous informons que la rémunération des cadres dirigeants bénévoles et salariés a été la suivante au titre de l'exercice :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une information individuelle.

Rémunérations globales :

Avantage en nature :

8 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Mise à disposition gratuite de fluide :

Mise à disposition gratuite de locaux : 36 428

Mise à disposition gratuite de personnel : 24 085

Valorisation des bénévoles :

9- ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE N

Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Total - Etat X						
Total Etat Y						
Total Etat Z						

10-Tableau des honoraires des commissaires aux comptes POUR L'EXERCICE N

Etat du contributeur	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	3 953
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	
Totaux	3 953